











ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Plateforme de coordination eTICSS

**Groupement Régional d'Appui au Développement
de la e-Santé (GRADEs) Bourgogne Franche-Comté**
16 RUE PROFESSEUR PAUL MILLERET
25000 BESANCON
Tél : 0381534269

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Plateforme de coordination eTICSS
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	2 ans, renouvelable deux (2) fois pour des périodes de douze (12) mois supplémentaires sans que la durée totale n'excède 4 ans
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	6
1.4 – Conditions d’attribution des bons de commande	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel	8
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	8
4.2 - Obligations du titulaire	8
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	9
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	9
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	9
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	10
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	10
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	10
4.2.8 - Sort des données	10
4.2.9 - Délégué à la protection des données	10
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	10
4.2.11 - Documentation	11
4.3 - Obligations de l'acheteur	11
5 - Durée et délais d'exécution	11
5.1 – Entrée en vigueur et date prévisionnelle.....	11
5.2 - Durée du contrat.....	11
5.3 - Reconduction	12
6 - Prix	12
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	12
6.2 – Contenu des prix	12
6.3 - Variation des prix.....	12
7 - Garanties Financières	13
8 - Avance.....	13
9 - Modalités de règlement des comptes	14
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	14
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	15
9.3 - Délai global de paiement	16
9.4 - Paiement des cotraitants.....	16
9.5 - Paiement des sous-traitants	16
10 - Conditions d'exécution des prestations	16
11 – Suivi de l’accord cadre	17
12 – Obligations du titulaire	17
12.1 - Compétence	17
12.2 – Obligation de résultat	17
12.3 – Obligation d’information et de conseil	18
12.4 – Obligations règlementaires	18
13 - Développement durable	18
14 - Constatation de l'exécution des prestations	19
14.1 - Vérifications	19

14.2 - Mise en Ordre de Marche.....	19
14.3 - Vérification d'Aptitude.....	19
14.4 - Vérification de Service Régulier.....	19
15 - Garantie des prestations.....	19
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	20
16.1 – Cas de la sous-traitance	20
16.2 – Sort de la propriété intellectuelle du Pouvoir adjudicateur	20
16.3 – Sort des résultats créés par le Titulaire	20
16.4 – Cas des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards intégrées.....	21
17 - Assurances	21
18 – Co-traitance et sous-traitance	22
18.1 - Co-traitance	22
18.2 - Désignation des sous-traitants	23
18.3 – Modalités de paiement des sous-traitants	23
19 - Pénalités.....	24
19.1 - Pénalités courantes	24
19.2 - Pénalités spécifiques pour non-respect des niveaux de service.....	25
19.3 - Non-respect des obligations au titre du RGPD.....	26
20 - Modification du contrat.....	26
20.1 - Principe.....	26
20.2 – Changement affectant la situation du titulaire	26
21 - Résiliation du contrat.....	27
21.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	27
21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	27
22 - Dérogations.....	28
23 - Annexes.....	28

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la Plateforme de coordination eTICSS. Le présent marché a le double objectif de :

1. Accélérer la dynamique de développement des usages de coordination pluriprofessionnelle ;
2. Augmenter la valeur et la qualité de l'offre de services avec l'adjonction de fonctionnalités.

Dans cette optique, le Pouvoir adjudicateur souhaite :

- Renouveler le pilotage et les prestations de maintenance de la plateforme SI pour assurer son fonctionnement optimal dans l'écosystème ;
- Réviser le socle applicatif de coordination, qui embarque également la mobilité, au regard des retours d'expérience accumulés et d'une réévaluation des exigences ;
- Disposer d'une Tierce Maintenance Applicative pour sa plateforme de développement à façon avec une capacité de développement en cycle court ;
- Organiser un dispositif en capacité d'engager des projets ponctuels de développement applicatifs de différents niveaux de complexité, de technicité et de technologies ;
- Engager des partenaires porteurs de briques technologiques ou de services innovants au bénéfice de l'offre de valeur de la plateforme et de son déploiement :
 - o D'outillage des temps clés de la coordination (stratification, prévention, télésuivi, interaction patients / usagers etc.) afin de couvrir toute la chaîne de valeur du parcours de santé ;
 - o De fonctionnalités augmentées avec un bénéfice fort recherché sur l'appui aux pratiques professionnelles de terrain ;
 - o De réutilisation des données à des buts de santé publique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution : Région Bourgogne Franche-Comté, France

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il est techniquement et financièrement plus pertinent que le titulaire de la TMA soit également celui en charge des développements à façon, car la continuité de connaissance du système réduit significativement les risques d'erreurs et les délais d'appropriation. La centralisation des responsabilités évite les surcoûts liés à la coordination entre plusieurs prestataires et garantit une meilleure cohérence technique. Elle permet également d'optimiser les délais de réalisation, le prestataire maîtrisant déjà l'architecture, les contraintes et l'historique applicatif. Enfin, cette approche simplifie le pilotage contractuel et réduit les interfaces, rendant l'allotissement moins adapté pour ce type de besoin fortement intégré.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique. Il est attribué à un seul opérateur économique.

Le présent accord-cadre porte à titre principal sur des prestations de services et constitue ainsi un Marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

Eu égard à son objet, il est fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) annexé à l'Arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A).

Le présent accord-cadre est conclu avec un minimum et un maximum en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les seuils ci-dessous sont fixés par rapport aux périodes d'exécution de l'accord-cadre : la période 1 correspond à la durée initiale du contrat – soit 24 mois – tandis que les périodes 2 et 3 correspondent aux périodes de reconductions prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) – soit 12 mois par période de reconduction :

Période	Montant minimum HT	Montant maximum HT
1	2 000 000,00 €	10 000 000,00 €
2	1 000 000,00 €	5 000 000,00 €
3	1 000 000,00 €	5 000 000,00 €
Total	4 000 000,00 €	20 000 000,00 €

Il est expressément prévu que le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets dans l'hypothèse où les montants maximums définis ci-dessus seraient atteints en cours d'exécution, sauf avenant dûment conclu dans les conditions fixées au présent CCAP.

1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les prestations objet de l'accord-cadre donnent lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions prévues aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le déclenchement des prestations a lieu par émission d'un bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire par courriel.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être émis durant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Chaque bon de commande précise le délai d'exécution de la prestation, étant précisé qu'afin de ne pas méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique, ce délai d'exécution ne pourra pas excéder de plus de six (6) mois la durée de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande comporte au moins les éléments suivants :

- un numéro de commande à rappeler sur la facture ;
- la date d'émission ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le détail des prestations objet de la commande et les éventuelles contraintes particulières d'exécution ;
- le montant total de la commande exprimé en euros (HT, TTC et TVA) ;
- la quantité et le prix unitaire, avec le taux de TVA, applicable (HT et TTC).

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1. "Ordre de Priorité" du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'Accord-Cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
 - o le Bordereau des Prix (BP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les Bons de Commande émis dans le cadre de l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des Techniques de l'Information et de la Communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A), publié au Journal Officiel le 1er avril 2021 ;
Le CCAG-TIC bien que non-joint, est réputé connu du Titulaire du marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la signature de l'Accord-Cadre ;
- Le Mémoire Technique du Titulaire.

Il est expressément indiqué que :

- a) les pièces contractuelles applicables et opposables entre les Parties sont uniquement et exclusivement celles qui ont été signées par le pouvoir adjudicateur au terme de la procédure ayant précédé la conclusion du présent accord-cadre ;
Seuls les originaux détenus et conservés par le pouvoir adjudicateur font foi ; le titulaire peut en demander la copie à tout moment ;
- b) les pièces contractuelles listées ci-avant correspondent nécessairement à celles échangées avec le candidat lors de la procédure ayant précédé à la conclusion du présent accord-cadre, sous réserve des éventuelles adaptations intervenues lors de la phase de mise au point ;
- c) en cas d'éventuelle contradiction entre plusieurs pièces contractuelles, les stipulations du document supérieur prévalent toujours sur celles du document suivant.

Le titulaire ne peut ni ajouter ni inclure d'élément(s) complémentaire(s) aux pièces constitutives de l'accord-cadre, ni se prévaloir d'aucune stipulation qui émanerait de ses propres modèles de contrat, conditions générales de ventes ou encore tout document d'une nature ou d'une teneur équivalente.

Les droits et obligations des Parties au contrat découlent des seules pièces contractuelles listées au présent article à l'exclusion expresse de tout autre.

Tout élément, quelle que soit sa nature, qui serait joint ou opposé par le titulaire en sus des pièces du contrat est réputé inexistant et inopposable au pouvoir adjudicateur. Aucune obligation contractuelle de quelque nature que ce soit ne peut naître ou résulter de document(s), pièce(s) ou tout autre élément qui ne seraient pas listés parmi les pièces contractuelles.

Il appartient au Titulaire de connaître et/ou de se procurer lui-même les pièces générales applicables à l'accord-cadre.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC. En complément de l'article 5.1 du CCAG-TIC, les exigences de sécurité définies dans le document "accord de confidentialité/exigences de sécurité" annexées au présent CCAP s'appliquent.

En cas de contradiction, les exigences fixées dans l'accord de confidentialité/exigences de sécurité prévalent.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 2 ans, renouvelable par deux périodes de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.**4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de

traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpd@esante-bfc.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant d'assurer une traçabilité des échanges.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 10 ans

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitement effectués pour le compte de l'acheteur

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Entrée en vigueur et date prévisionnelle.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. La notification consiste soit en la remise au titulaire de la copie de l'accord-cadre signé (cf. liste de l'article 3). Pièces constitutives de l'accord-cadre), soit en un courrier ou courriel informant le titulaire de la notification du contrat.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/06/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 01/06/2028.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux (2) ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.3 - Reconduction

L'accord cadre est renouvelable deux (2) fois pour des périodes de douze (12) mois supplémentaires, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. La reconduction a lieu tacitement, sauf opposition du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, ce dernier doit faire connaître sa décision de ne pas renouveler l'accord-cadre au moins trois (3) mois avant son terme.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et/ou unitaires, selon les stipulations du Bordereau des Prix (BP), annexé à l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre

6.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre notamment :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les coûts de matières premières ;
- les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur ;
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Les prix sont exprimés en euros, HT et TTC.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date de la facturation.

6.3 - Variation des prix

Les prix figurant en annexe de l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre sont fermes durant toute la durée de l'accord-cadre.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$PA = P0 \times (S(n-3)/S0)$$

Pour laquelle :

- PA = prix actualisé ;
- P0 = prix initial HT date de début d'exécution du marché ;
- $S(n-3)$ = Valeur de l'Indice de l'indice Syntec à la date de début d'exécution des prestations moins trois mois ;
- S0 = Valeur de l'Indice Syntec connu au mois d'établissement du prix.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-TIC, le jeu de la formule d'actualisation est calculé avec quatre décimales et le coefficient de révision est arrondi au dix millième supérieur.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

L'actualisation des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

7 - Garanties Financières

Sans objet.

8 - Avance

Le titulaire peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues au présent article.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre ouvrira droit au versement d'une avance pour et chaque bon de commande portant sur un montant supérieur à 50 000 euros HT et ayant une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Dans l'hypothèse où le bon de commande émis ne réunirait pas les deux conditions susvisées, l'émission dudit bon n'ouvrira aucun droit au versement d'une avance pour le titulaire.

En application de l'article 11.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur retient l'« option B » pour le présent accord-cadre à savoir que, lorsqu'en application des éléments ci-dessus, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le montant de l'avance versée diffère en fonction de la durée d'exécution du bon de commande en question :

- Lorsque cette durée d'exécution est comprise entre 2 et 12 mois : le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du montant de la commande.
- Lorsque la durée d'exécution est supérieure à 12 mois : le montant de l'avance s'élève à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant de la commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2191-3 du code de la commande publique les stipulations du présent article ne peuvent pas être modifiées en cours d'exécution du contrat.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Dès lors qu'elles ont fait un début d'exécution, les prestations réalisées par le titulaire pourront donner lieu au versement d'un acompte. Le montant de l'acompte est établi sur la base du descriptif des prestations exécutées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement spécifique.

En application des dispositions de l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, la périodicité pour le versement des acomptes est fixée à trois (3) mois.

Ce délai peut être ramené à un (1) mois lorsque le titulaire est considéré comme une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 ou comme un artisan.

Les prestations prévues dans le BP ont une facturation spécifique en fonction de leur nature comme indiqué ci-dessous dans le tableau récapitulatif:

Prestations récurrentes	Au trimestre	Code UO
Jalons par période calendaire (trimestre par exemple)	Pilotage	1.3
Terme à échoir: phase initialisation UO 1.1	MCO Trimestrielle	1.4.1
	Support niveau 2	1.5.1
	Support niveau 3	1.6.1
	Exploitation de la plateforme	2.4
	Exploitation de la plateforme	3.2
	Acquisition de la licence logicielle <500	2.2.1
	Acquisition de la licence logicielle >500&<1000	2.2.2
	Acquisition de la licence logicielle >1000&<2000	2.2.3
	Acquisition de la licence logicielle >2000	2.2.4
	Acquisition de la licence logicielle illimitée	2.2.5
Prestations spécifiques	Ad'hoc	Code UO
Jalon ajustable	Phase d'initialisation	1.1
Service fait	Audit qualité et performance	1.2
	MCO : 10 incidents "Bloquant"	1.4.2
	MCO : 10 incidents "Majeur"	1.4.3

	MCO : 10 incidents "Mineur"	1.4.4
	SUPPORT NIV2 : 10 incidents "Bloquant"	1.5.2
	SUPPORT NIV2 : 10 incidents "Majeur"	1.5.3
	SUPPORT NIV2 : 10 incidents "Mineur"	1.5.4
	SUPPORT NIV3 : 10 incidents "Bloquant"	1.6.2
	SUPPORT NIV3 : 10 incidents "Majeur"	1.6.3
	SUPPORT NIV3 : 10 incidents "Mineur"	1.6.4
	Réversibilité	1.7
	Intégration de la plateforme dans l'écosystème régional	2.1
	Initialisation	3.1
Prestations d'évolutions et sur devis	Jalons par phase	Code
4 Jalons	Maintenance évolutive socle	UO
Réunions de lancement (kick off) (10%)	Maintenance évolutive Elody	2.3
MOM (livraison pour recette du pouvoir adjudicateur) (40%)		3.3
VA (Fin de recette, mise en production) (40%)	Coordinateur Senior	4.1.1
VSR à M+1 de la mise en production puis période de garantie 1 an (10%)	Coordinateur Expert	4.1.2
	Coordinateur Directeur projet	4.1.3
	Architecte Senior	4.2.1
	Architecte Expert	4.2.2
	Etude Junior	4.3.1
	Etude Confirmé	4.3.2
	Etude Senior	4.3.3
	Etude Expert	4.3.4
	Développement Junior	4.4.1
	Développement Confirmé	4.4.2
	Développement Senior	4.4.3
	Développement Expert	4.4.4
	Expert BDD / performance SI	4.5.1

L'échelonnement des facturations et paiement est déterminé en fonction du type de prestations commandées. Le bon de commande le confirme. Dans le cas d'un bon de commande complexe (regroupant plusieurs unités d'œuvre), le pouvoir adjudicateur précisera le système d'échelonnement retenu. Chaque échelon donne lieu à la validation des prestations service fait par le représentant du pouvoir adjudicateur sous format d'un procès-verbal. A l'issue de cette validation, la facturation et la demande de paiement peuvent être effectuées.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002582800018

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

GIP POUVOIR ADJUDICATEUR (Site de Chalon)

1 RUE DE LA GRANGE FRANGY
71100 Chalon-sur-Saône
secretariat@esante-bfc.fr
0385482175

Pouvoir adjudicateur (Site de Besançon)

16 RUE PROFESSEUR PAUL MILLERET
25000 BESANCON
secretariat@esante-bfc.fr
0385482175

Pouvoir adjudicateur (Site de Dijon)

ARS BFC
2 PLACE DES SAVOIRS - CS 73535
21035 DIJON CEDEX
secretariat@esante-bfc.fr
0385482175

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

11 – Suivi de l'accord cadre

Les dispositions relatives au suivi de l'accord-cadre sont prévues au CCTP et notamment à son article 6.

12 – Obligations du titulaire

Les prestations sont exécutées conformément au présent CCAP et aux autres documents contractuels.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les obligations décrites au présent article, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

12.1 - Compétence

Le titulaire déclare expressément être un spécialiste et un professionnel expérimenté dans le domaine des techniques de l'information et des communications et plus particulièrement dans les domaines touchant aux prestations objets du présent accord-cadre.

Le titulaire est soumis à la réglementation en vigueur (et « à venir » dès lors qu'elle est d'application immédiate en cours d'exécution de l'accord-cadre) le concernant. Il a donc l'obligation de respecter toute obligation légale et/ou réglementaire applicable dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et/ou de tout bon de commande afférent.

Il est expressément indiqué que le titulaire ayant la qualité de professionnel, il lui incombe et il lui revient de connaître l'intégralité des obligations légales et réglementaires qui lui sont applicables et/ou qui sont applicables à raison de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre et ce, sans qu'il soit besoin de lister lesdites obligations.

Il appartient au titulaire, s'il a un doute à ce sujet, d'interroger le pouvoir adjudicateur sur l'applicabilité d'une obligation légale ou réglementaire au titre de l'accord-cadre compte tenu de son objet. A défaut, il ne pourra jamais opposer que telle(s) obligation(s) légale(s) ou réglementaire(s), en rapport direct ou indirect au regard de l'objet du contrat, ne lui serai(en)t pas opposable(s) au motif qu'elle(s) n'aurai(en)t pas été listée(s) aux présentes.

12.2 – Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat quant à la réalisation de l'ensemble des prestations objet du présent accord-cadre.

Il garantit au pouvoir adjudicateur que les prestations objet du présent accord-cadre sont exécutées dans les délais impartis et dans les conditions décrites dans ses pièces constitutives.

A ce titre, le titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur du personnel qualifié et en nombre suffisant pour exécuter les prestations.

12.3 – Obligation d'information et de conseil

Le titulaire a une obligation de conseil et d'alerte à l'égard du pouvoir adjudicateur tout au long de l'exécution de l'accord-cadre. Cette obligation consiste à fournir un conseil permanent et opérationnel mais également à les alerter de l'existence de tout problème identifié dans l'exécution des prestations.

La mise en œuvre de cette obligation doit permettre au pouvoir adjudicateur de disposer d'un pilotage efficient, performant et proactif sur l'ensemble des prestations confiées en apportant visibilité, analyse et options visant à l'optimisation des prestations.

12.4 – Obligations réglementaires

Le titulaire s'engage :

- À être en conformité avec les différentes lois et réglementations s'appliquant au secteur auquel il appartient et notamment les déclarations juridiques, fiscales, sociales et administratives consécutives à remettre tous les six (6) mois au pouvoir adjudicateur ;
- À respecter les textes de loi en vigueur sur les conditions de travail :
Il s'interdit notamment de recourir au travail dissimulé, conformément à l'article L8221-3 et suivants du code du travail et plus généralement s'engage à respecter l'ensemble de ses obligations définies dans le même code, applicables dans le cadre de l'accord-cadre;
- À respecter les textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.

La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour le pouvoir adjudicateur.

Si l'une au moins de ces règles devait être enfreinte, le titulaire devrait prendre, dans les meilleurs délais, toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser toutes malfaçons dans le travail.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur peut, pour un motif légitime, notamment en cas de manquement caractérisé par l'un des personnels du titulaire s'opposer à titre provisoire ou définitif à l'intervention de ce personnel en son sein, avec effet immédiat si besoin. Cette information sera portée à la connaissance du titulaire qui mettra immédiatement à disposition du personnel qualifié en remplacement pour assurer la continuité des prestations.

13 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

14.2 - Mise en Ordre de Marche

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

14.3 - Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

14.4 - Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

14.5 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

15 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-TIC.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

16.1 – Cas de la sous-traitance

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'assurera d'être propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les œuvres qui auront été créées à la suite de la réalisation des prestations par les sous-traitants sélectionnés.

16.2 – Sort de la propriété intellectuelle du Pouvoir adjudicateur

Toutes les données et œuvres de l'esprit couvertes par des droits de propriété intellectuelle ou tout autre droit privatif, et qui sont susceptibles d'être communiquées au Titulaire pour l'exécution des Prestations listées au sein des présentes CCTP sont et demeurent la propriété exclusive du Pouvoir adjudicateur.

Afin de permettre la bonne exécution des Prestations par le Titulaire, une licence d'exploitation adaptée et circonstanciée lui est concédée.

16.3 – Sort des résultats créés par le Titulaire

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Le Titulaire s'engage à céder au Pouvoir adjudicateur l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats, au fur et à mesure de leur création, en conformité avec les articles 43, 44, 45, et 46 du CAG TIC, sauf à ce que la présente clause y déroge expressément.

Le Titulaire cèdera ainsi au Pouvoir adjudicateur, l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur :

- i. Le droit d'exploitation, qui comprend :
 - Le droit de représentation, qui consiste dans la communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque, et notamment : 1° Par récitation publique, exécution lyrique, représentation dramatique, présentation publique, projection publique et transmission dans un lieu public des créations ; 2° Par télédiffusion, à savoir par la diffusion par tout procédé de télécommunication de sons, d'images, de documents, de données et de messages de toute nature de l'œuvre (est assimilée à une représentation l'émission de l'œuvre vers un satellite) ;
 - Et le droit de reproduction de l'œuvre qui consiste dans sa fixation matérielle par tous procédés qui permettent de la communiquer au public d'une manière indirecte. Elle peut s'effectuer notamment par imprimerie, dessin, gravure, photographie, moulage et tous procédés des arts graphiques et plastiques, enregistrement mécanique, cinématographique ou magnétique. Le droit de reproduction comprend le droit de reproduire ou de faire reproduire, tout ou partie de l'œuvre, par tous moyens et procédés, sur tous types de supports, matériels ou immatériels, et notamment, sans que cette liste soit limitative, sur tous supports

papier (incluant mais non limités aux journaux, ouvrages, publications, brochures, prospectus, présentoirs, posters, affiches, photographies), supports graphiques, magnétiques, digitaux, optiques, audiovisuels, numériques, électroniques, support marketing ou tout type de produits dérivés distribués directement ou indirectement par la Société.

- ii. Le droit de procéder à toute traduction, adaptation, transformation, arrangement ou reproduction par un art ou un procédé quelconque de l'œuvre.

Les droits cédés sur les résultats sont destinés à permettre leur exploitation libre, commerciale ou non par le Pouvoir adjudicateur, et de concéder des licences, libres (*open source*) ou non. Les droits seront cédés à titre exclusif au Pouvoir adjudicateur, pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits selon le droit français.

Le Titulaire se porte fort de l'engagement suivant par les auteurs, personnes physiques, de l'œuvre dont les droits ont été cédés : l'auteur ne pourra pas user de son droit moral pour s'opposer à une utilisation normale et non déraisonnable de l'œuvre par le Pouvoir adjudicateur. L'auteur accepte de ne pas solliciter la mention de son nom dans le cadre de l'exploitation de l'œuvre par le Pouvoir adjudicateur. L'auteur reconnaît expressément que l'œuvre pourra être diffusée sous le nom commercial, la marque et/ou tout autre signe distinctif du Pouvoir adjudicateur ou de ses ayants-droits.

Le prix de cession des droits de propriété intellectuelle portant sur les œuvres cédées par le Titulaire est compris dans le prix fixé entre le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur pour chaque prestation. Le Titulaire reconnaît expressément que ladite rémunération est conforme à l'article L131-4 alinéa 2 du Code de la Propriété intellectuelle et s'interdit d'exiger tout complément de prix ou indemnisation au titre de ladite cession.

La cession se matérialisera par une remise des codes sources sous une forme exploitable.

16.4 – Cas des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards intégrées

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ou intégrer de Connaissances Antérieures, standards ou non, dans tout élément logiciel qu'il développerait dans le cadre des prestations.

Dans l'hypothèse où une Connaissance Antérieure serait utilisée et/ou intégrée, le Titulaire s'engage à :

- remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats et en garantissant au Pouvoir adjudicateur le respect des calendriers et performances fixés ;

ou

- céder, sans qu'une autre régularisation ne soit nécessaire et sans rémunération supplémentaire, ses droits patrimoniaux d'auteur sur ces Connaissances Antérieures dans les termes et conditions visés à l'article ci-dessus. Par dérogation, cette cession sur les Connaissances Antérieures sera réalisée de manière non-exclusive.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances qui demeurera en cours de validité pendant la durée de validité de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du Pouvoir adjudicateur ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au Pouvoir adjudicateur ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances suffisantes et doit justifier d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et précisant les indications suivantes :

- nom de l'assuré ;
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs ;
- montant des franchises éventuelles ;
- activités exactes garanties ;
- durée et date de l'attestation.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quel que motif que ce soit, dans un délai de huit (8) jours, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Ces dispositions s'imposent aux co-traitants en cas de groupement d'opérateurs économiques.

18 – Co-traitance et sous-traitance

18.1 - Co-traitance

Le titulaire peut exécuter les prestations sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Il est précisé que le retrait d'un membre du groupement en cours d'exécution de l'accord-cadre doit être immédiatement signalé par courrier motivé.

La substitution, au cours de l'exécution d'un marché passé avec un groupement d'opérateurs économiques, d'un ou de plusieurs des membres de ce groupement par un ou plusieurs autres opérateurs économiques constitue une modification du titulaire du marché qui ne peut valablement avoir lieu sans mise en concurrence que dans les cas prévus par les dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique et précisés par les dispositions des articles R. 2194-5 et R. 2194-6 du même code.

Cette substitution pourra sous réserve du respect de ces dispositions faire l'objet d'un avenant de transfert.

Les demandes de paiement seront suspendues jusqu'à la notification de l'avenant.

S'agissant des modalités de paiement :

- Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans l'accord-cadre.

Un compte bancaire unique doit être ouvert au nom du groupement pour le versement des sommes à régler.

- Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans l'accord-cadre.

Ainsi, les membres du groupement devront transmettre un tableau de répartition des paiements signé par chacun d'entre eux.

18.2 - Désignation des sous-traitants

Le titulaire de l'accord cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties devra en faire la demande au pouvoir adjudicateur. Il est expressément indiqué que si celui-ci omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est rappelé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord cadre et des bons de commandes.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes.

Le titulaire indique :

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre pour l'accord-cadre :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre :

- l'ensemble des éléments susmentionnés,
- ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

A cet effet, le titulaire joint le formulaire DC4 téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Il joint également :

- une attestation de responsabilité civile du sous-traitant couvrant la période d'exécution de l'accord-cadre,
- 3 exemplaires de relevé d'identité bancaire ou postal.

En cas de modification de la commande, un nouveau formulaire DC4 devra être adressé si la part du sous-traitant est modifiée.

La sous-traitance totale est proscrite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

18.3 – Modalités de paiement des sous-traitants

En application de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et de l'article R. 2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées bénéficie du paiement direct pour les prestations d'un montant supérieur à 600 € TTC.

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique les prestations exécutées par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payées dans les conditions suivantes :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le paiement direct de son sous-traitant, en application de l'article R. 2193-13 du code de la commande publique.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement mentionnés aux présentes.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

19 - Pénalités

Les pénalités sont dues nonobstant tous dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre le Pouvoir adjudicateur du fait des préjudices subis et leur application n'empêche pas la résiliation du Marché.

19.1 - Pénalités courantes

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant de l'accord-cadre actualisé TTC.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Ces pénalités s'appliquent indifféremment à tout retard constaté par rapport aux délais d'exécution prévus au CCTP en matière d'acquisition des prestations comme en matière de maintenance, sauf pénalités spécifiques définies ci-après.

19.2 - Pénalités spécifiques pour non-respect des niveaux de service

Sans préjudice des dispositions de l'article 19.1 ci-dessus, et par dérogation à l'article 14.2 du CCAG, le Titulaire encours l'application des pénalités suivantes en cas de non-respect des engagements sur les niveaux de service fixés à l'article 8.2 du CCTP.

Le caractère incomplet, inadapté, imprécis ou périmé de tout ou partie des niveaux de service, ou de l'un quelconque des indicateurs, ne saurait avoir pour effet et moins encore pour objet de limiter l'obligation en termes de niveaux de service supporté par le Titulaire ou de les restreindre de quelque manière que ce soit.

Les pénalités s'appliquent sans qu'il soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de procéder à une mise en demeure du Titulaire.

N°	Indicateur de qualité de service	Pénalités applicable
PILOTAGE		
IND1	Mise à jour du tableau de bord de pilotage pour chaque COPRO	Au-delà d'un retard supérieur à cinq (5) jours ouvrables par rapport au délai prévu au CCTP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard.
IND2	Respect du planning de livraison des évolutions (selon planning défini dans le bon de commande hors VA et VSR)	En cas de retard calendaire supérieur à 20% du délai de réalisation prévu au CCTP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité forfaitaire de 1500 € par jour de retard.
QUALITE DE SERVICES DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE		
IND3	Délai de traitement d'un incident bloquant	Si sur le mois M, il est constaté que plus de cinq (5) % des interventions ne sont pas réalisées dans les délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150€ par heure / ou par jour de retard, pour chaque incident concerné.
IND4	Délai de traitement d'un incident majeur	Si sur le mois M, il est constaté que plus de dix (10) % des interventions ne sont pas réalisées dans les délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150 € par heure / ou par jour de retard, pour chaque incident concerné.
IND5	Délai de traitement d'un incident mineur	Si sur le mois M, il est constaté que plus de quinze (15) % des interventions ne sont pas réalisées dans les délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150 € par heure / ou par jour de retard, pour chaque incident concerné.
IND6	Taux de disponibilité de service des applications	En cas de non-respect du taux de disponibilité de 99,9 %, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité équivalente à vingt (20) % de la facture trimestrielle en cours, par heure de retard de dépassement de la durée maximum annuelle admise.

QUALITE DES LIVRAISONS		
IND7	Taux de correction en test : (Nb corrections en test) / (nb anomalies en qualification + recette). Ce taux est calculé par version d'application, pendant la VA.	En cas de non-respect du taux de correction en test de 10 %, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité équivalente à dix (10) % de la valeur forfaitaire de l'incrément / prestations sur devis.
IND8	Taux de correction en production : (Nb corrections en production) / (nb anomalies en qualification + recette). Ce taux est calculé par version d'application, pendant la VSR.	En cas de non-respect du taux de correction en production de 5 %, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité équivalente à vingt (20) % de la valeur forfaitaire de l'incrément / prestations sur devis.
IND9	Délais de livraison des propositions commerciales selon la complexité des projets à chiffrer	En cas de retard calendaire supérieur à 20% du délai de réalisation prévu au CCTP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard.

Concernant les délais de livraison des propositions commerciales comme indiqué dans le CCTP paragraphe 6.3.3, en cas de non-respect de ces derniers, une pénalité de 150 euros par jour de retard.

Le montant total annuel des pénalités ne pourra dépasser trente-cinq (35) % du montant annuel de la maintenance.

Il est expressément rappelé qu'en aucun cas, l'application de ces pénalités ne sauraient empêcher une résiliation pour faute du marché. La persistance des manquements aux engagements pris sur les niveaux de service peut donner lieu à la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

19.3 - Non-respect des obligations au titre du RGPD

En application de l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

La persistance des manquements peut donner lieu à la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

20 - Modification du contrat

20.1 - Principe

Les modifications de l'Accord-Cadre et des Marchés Subséquents interviennent exclusivement par voie d'avenant, dans les conditions et limites des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

20.2 – Changement affectant la situation du titulaire

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification intervenant dans sa situation administrative, et notamment en cas de :

- changement/modification de raison sociale : le titulaire notifie un extrait KBIS du registre du commerce et l'extrait des annonces légales et juridiques correspondant ;
- changement/modification de coordonnées bancaires : le titulaire notifie les coordonnées de son nouveau compte bancaire accompagnées des références de l'accord-cadre.

Il appartient au titulaire de s'assurer par tout moyen que toute information ou toute notification faite au pouvoir adjudicateur est bien reçue par ce dernier. À défaut, les changements et/ou modifications intervenues des données administratives du titulaire ne seront pas opposables.

Le pouvoir adjudicateur contrôle et vérifie que l'éventuel nouveau titulaire projeté présente les garanties professionnelles, techniques et financières permettant d'assurer l'exécution de l'accord-cadre. A défaut, le nouveau titulaire proposé peut être refusé.

La modification de la personne du titulaire de l'accord-cadre donne lieu à la conclusion d'un avenant visant à acter du transfert du contrat ainsi que de ses actes d'exécution.

Toute modification de la personne du titulaire intervenue hors le respect des présentes stipulations est inopposable et justifie, en outre, la résiliation de l'accord-cadre pour faute et aux torts du titulaire.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

22 - Dérogations

Le présent CCAP déroge au CCAG-TIC sur les articles suivants :

Articles du CCAP qui dérogent :	Articles du CCAG TIC auxquels il est dérogé :
Article 2 « Pièces contractuelles »	Article 4.1
Article 6.3 « Variation des prix »	Article 10.1.2
Article 13 « Développement durable »	Article 16.2
Article 16 « Droit de propriété industrielle et intellectuelle »	Article 46.2.1
Article 19.2 « Pénalités spécifiques pour non-respect des niveaux de service	Article 14.2

23 - Annexes

Annexe 1 : Détail des parcours et usages

Annexe 2 : Description fonctionnelle et technique eTICSS

Annexe 3 : Dictionnaire des données eTICSS socle

Annexe 4 : Matrice des habilitations eTICSS

Annexe 5 : Exigences de confidentialité